

SIDÉRURGIE

A l'issue d'une rencontre entre le président de la République et les syndicats de l'usine lorraine, le leader mondial de l'acier a annoncé plusieurs mesures destinées à alléger le coût social de la restructuration.

ArcelorMittal : Nicolas Sarkozy sauve 124 emplois à Gandrange

C'est toujours ça de pris, mais c'est loin de ce qu'on pouvait espérer. » Les syndicats de Gandrange sont repartis mitigés, hier soir, de leur rendez-vous avec Nicolas Sarkozy. Le président de la République, qui avait promis début février des solutions aux salariés menacés par la fermeture partielle de l'usine ArcelorMittal, leur a annoncé une série d'engagements pris par le sidérurgiste. Ils doivent permettre de sauver au total 124 emplois sur les 595 qui devaient disparaître initialement.

Après des semaines de négociations, incluant trois échanges directs entre Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal, le patron et actionnaire du leader mondial de l'acier, le compromis ne remplit certes pas les attentes des salariés, qui espéraient soit une poursuite intégrale, soit une cession du site.

Au final, l'entreprise n'a pas reculé et ployé sous la menace politique. De part et d'autre, on insiste d'ailleurs pour dire que Lakshmi Mittal et Nicolas Sarkozy se sont « très bien entendus ».

Concrètement, l'Elysée a obtenu plusieurs engagements d'ArcelorMittal. Le premier volet inclut plusieurs projets à Gandrange, dont la création d'un centre de services, d'un centre de parachèvement ou de formation technique. Au total, ce volet présente un investissement de 24 millions d'euros et la création de 104 postes. Ils s'ajoutent aux 6 millions d'euros d'investissement et 20 postes, que le groupe a accepté d'engager à Gandrange dans son projet retravaillé.

Dans un second volet, le sidérurgiste a confirmé ou officialisé certains projets. Cela concerne en premier lieu la pérennité de

l'usine de Florange, voisine de Gandrange. ArcelorMittal a ainsi confirmé hier qu'il entendait investir en 2015 dans la réfection des hauts-fourneaux si les conditions de marché et les exigences en termes de CO₂ le permettent. Sans décision formelle. Il a par ailleurs officialisé l'étude, avec Poweo, de l'installation d'une centrale à gaz à cycle combiné dans la région.

Pilote industriel

Il s'est aussi engagé à réaliser une étude de faisabilité pour l'implantation d'un pilote industriel pour un projet de captation-stockage de CO₂. Initialement, ce projet lourd et prestigieux était prévu en Allemagne, à Eisenhüttenstadt. La Lorraine entre ainsi en concurrence avec celui-ci, mais d'autres sites pourraient être également envisagés. L'étude, menée en France par le Bureau de

recherche géologique et minière, doit durer plusieurs mois.

Enfin, le groupe a décidé de participer au financement d'un fonds d'investissement de 20 millions d'euros, à parité avec l'Etat. Il est censé soutenir les efforts de pôles de compétitivité de Lorraine, sur la recherche en matériaux innovants pour produits intelligents du futur.

ArcelorMittal a par ailleurs annoncé hier que Malay Mukherjee quittera ses responsabilités opérationnelles le 13 mai, tout en devenant membre du conseil d'administration. Pilier du groupe et proche de Lakshmi Mittal, il est notamment responsable des activités minières du leader mondial de l'acier. A soixante ans, il quitte le groupe pour des raisons personnelles et doit apparemment être remplacé à la direction générale.

THIBAUT MADELIN